*B

2025: QUELLE BELLE BOITE DE PANDORE, LA DEMOCRATIE FRANÇAISE!

JEAN-PAUL BETBEZE

Nous sommes
(normalement) tous
prévenus: l'année 2025 sera
très compliquée, autrement
dit très risquée pour le
monde entier, donc plus
encore pour nous, si nous
nous divertissons encore à
ce "jeu" de Matignon, celui
où il s'agit de deviner le futur
1er Ministre, la composition
du nouveau-nouveau
gouvernement, puis son
avenir.

On peut penser à la boîte de Pandore, ce si beau cadeau que Zeus avait fait porter aux humains pour se venger de ce Prométhée qui lui avait volé le feu, autrement dit la connaissance. Pandore, c'est "tous les cadeaux", en réalité tous les malheurs, en laissant

au fond de la boîte l'espérance, trop lente à en sortir. Le message de l'Olympe est assez clair : nous devons souffrir d'abord, mais sans jamais perdre espoir. De fait, et nous le voyons, les malheurs ou maux qui nous entourent sont nombreux et, en réalité, pour une bonne part, de notre fait. Inutile de perdre son temps à chercher d'autres responsables! Essayons plutôt de lister nos problèmes, sans même les nommer malheurs ou erreurs, pour tenter de voir dans quelle mesure nous pourrions, pour chacun d'entre eux, user de cette espérance qui attend pour sortir. Souhaitons donc, pour 2025 et après, que cette méthode fonctionne, enfin!



Changement climatique, cette alternance inouïe de chaud et de froid, de sécheresse et de déluge

Nous savons qu'il n'y a rien là de "naturel" dans ce changement climatique, que nous avions nommé au début "réchauffement" avant que n'apparaisse l'autre face de cette réalité. Nous payons des millénaires d'efforts économiques pour améliorer notre condition, en travaillant plus, en innovant, en voyageant et échangeant davantage, au fur et à mesure que

nous sommes plus nombreux.

Depuis un siècle, cette dynamique s'accélère, avec des alternances extrêmes qui commencent à nous faire peur : il était temps!

Pour en sortir, nous ne cessons de débattre et de mesurer, de nous réunir dans des COP et de promettre des milliards annuels pour économiser, moderniser et changer. Certains veulent que nous restreignions notre mode vie, les "décroissants", d'autres que nous ne vivions pas au-dessus de nos moyens, les "frugaux", sauf que ceux qui ont peu ou rien ne sont évidemment pas de cet avis. Pour continuer à avancer, il faut sinon devenir plus sobres, au moins plus efficaces, coopératifs et intelligents : ce n'est pas acquis.

En France, nous avons ainsi, sous nos yeux et en résumé, l'ensemble de ces changements, bouleversements, drames, avec, en même temps, des polémiques sur la réalité du phénomène, leurs mesures, les responsabilités et, bien sûr, les "solutions". Le temps passe, l'argent file, mais le climat

poursuit ses soubresauts et nous alerte. Pour 2025, souhaitonsnous de mettre la science en avant, non pas les peurs et les calculs politiques à court terme. C'est parfaitement possible, encore faut-il que les humains, ici les Français, n'encombrent pas le passage avec leurs protestations, normes, barricades et (dépôts de) plaintes. Souhaitons donc pour 2025 — et bien après — de regarder l'essentiel pour agir ensemble et loin, et de préparer les ressources et adopter les comportements pour en sortir dans le temps! Ce sera plus affaire de persévérance dans l'effort que de milliards, avec une persévérance qui ne s'emprunte pas.



Moins d'enfants, plus de personnes âgées : cette transition démographique qui frappe à toutes les portes

Jamais nous n'avons eu en France, depuis la deuxième guerre mondiale, aussi peu de naissances: 680 000 environ en 2024, contre 819 000 en 2014. Moindre fécondité, plus d'égoïsme, moindres influences religieuses, plus d'urbanisation, travail des femmes... les raisons abondent derrière cette chute, moindre qu'en Allemagne ou en

Italie, mais le résultat demeure. En même temps, grâce aux progrès de la médecine, nous vivons plus longtemps : 86 ans pour les femmes, 80 pour les hommes, plus de 64 pour les femmes sans incapacité, 63 pour les hommes. Moins de bébés, plus de vieillards gaillards : tel semble être notre futur.

Tragique constat? Non, si nous prenons soin d'abord des bébés, en en faisant des adultes mieux formés et plus responsables. Ce n'est pas catastrophique non plus, si ces personnes âgées restent plus longtemps en bonne santé, avec une hygiène de vie plus correcte. Mais il faudra trouver des ressources pour gérer les effets de ce changement biologique. Tout coûtera plus cher à court terme pour vivre mieux, plus longtemps, plus nombreux. Ceci implique plus de moyens pour la formation tout au long de la vie et pour notre entretien intellectuel et physique, ce qui veut dire adopter une compréhension plus étendue, autrement dit moins égoïste, mieux répartie dans l'espace et dans le temps, des résultats de la croissance. Dans l'espace : en gérant mieux les comportements, en contrôlant et conseillant, pas seulement en taxant — il faut que l'Intelligence Artificielle serve! Dans le temps : ce sont aujourd'hui les cinquantenaires qui creusent le déficit et augmentent la dette pour avoir une retraite plus agréable au dépend des jeunes, sans qu'on le

mesure et le leur dise vraiment, et qui souhaitent évidemment profiter du système quand leur tour viendra, d'où leur conservatisme.

Il est donc dramatique, quand on voit les discussions sur les retraites, que rien ne soit pensé pour le futur en liaison avec la natalité, alors qu'on ne cesse de nous dire que notre système de retraite doit sa solidité à la répartition, où les "jeunes" financent les "anciens". Que se passera-t-il si les premiers manquent, quand les seconds durent? On préfère s'inquiéter de l'immigration, alors qu'elle est, partout dans le monde, l'effet de la transition démographique (ainsi que des tensions économiques, politiques, climatiques...), partout différenciée dans le temps, que vit notre espèce et une part de notre solution à la crise démographique. Souhaitons donc pour 2025, et après, de faire en sorte que l'on ait plus de jeunes et plus de vieux, qui travaillent, avec une meilleure compréhension de cette profonde transition biologique, technologique et géopolitique!



Cette révolution technologique, comme auparavant celles de la vapeur et de l'électricité, mais partout et plus rapide

Notre monde change plus vite et plus complètement que jamais. Là aussi, la question n'est pas de dramatiser ou d'avoir peur : l'électricité a toujours dépassé la bougie, la voiture le cheval, et toutes ont beaucoup détruit d'emplois et tué. C'est le sens de l'histoire : pas de progrès sans risques ni efforts. Nous aurons à apprendre à conduire des

changements, autrement dit à nous conduire, à dépasser nos violences, pour nous former. Bien sûr, c'est facile à dire, mais ce qui se passe aujourd'hui montre bien que cette révolution technologique et géopolitique avance, plus vite que celles qui l'ont précédée. La vapeur a été la force de l'Europe, l'électricité celle des États-Unis. Aujourd'hui, qui

maîtrisera l'IA: les États-Unis, ou la Chine? Où va la direction du monde? Nous savons que ce n'est plus en France et en Europe, depuis plus de 50 ans, mais nous avons toujours imaginé que le parapluie américain nous protégerait (surtout l'Allemagne), et que l'endettement public nous permettrait de durer, avec l'euro et le marché européen, protégé par ses normes. C'est fini: nous sommes responsables et peu protégés.

Aujourd'hui, les innovations peuvent profiter à tous, mais si les Américains sont les premiers à les créer, avec les milliards de recherche et les milliers d'ingénieurs qu'il leur a fallu. Les suivants paieront les royalties : nous ? L'innovation devient rivale, tout comme ces ponts étroits qui vont dans un seul sens et

impliquent des régulations. Il faut le savoir, pour se préparer, se renforcer et coopérer en Europe, autrement nous serons oubliés. D'autant plus que les pays moins développés chercheront toujours ceux qui pourront les aider davantage à aller plus vite. L'Asie et l'Afrique se demandent ainsi où regarder: l'Europe c'était hier, les États-Unis encore ou la Chine maintenant? Ayons le courage de voir que l'humanité a pivoté hors du "vieux monde" et renforçonsnous, en nous unissant, sans nous épuiser dans des querelles de préséance entre ceux qui, de toute manière, ne pourront plus être les premiers, ni les seconds. Souhaitons donc, pour 2025 et après, être devenus réalistes, que nous cessions de nous plaindre du déclin et remontions la pente! Nous le pouvons en nous unissant et en nous organisant.



La démocratie est-elle en danger en France, en Europe, aux Etats-Unis...

La réponse est oui, comme toujours. Car elle est un système complexe, dessiné pour trouver des solutions majoritairement acceptées pour traiter, sinon résoudre, des problèmes divers, sinon contradictoires. Pas de surprise, donc, si la démocratie a longtemps été pensée comme étant impossible. On dira qu'elle date d'Athènes, mais c'est oublier qu'Athènes était une petite ville,

que le "peuple" (démos) s'y bornait alors aux seuls hommes, excluait les étrangers, sans parler des esclaves. Le modèle athénien, théorique donc, voulait que le peuple fût en mesure de choisir sa destinée, c'est-à-dire de prévoir des ressources humaines et matérielles pour se projeter dans l'avenir, inconnu et souvent hostile, sans compter les tensions internes, à dépasser. On

comprend pourquoi la démocratie a toujours été perçue comme une utopie, sinon critiquée même en ses débuts officiels aux États-Unis et en France.

Ces États-Unis ont longtemps opposé les Fédéralistes, conservateurs et favorables à l'esclavage, aux Républicains de Lincoln. Avec le temps, les Fédéralistes ont disparu, les Républicains les ont absorbés, à droite, et les Démocrates sont apparus, à gauche. La façon de choisir par le vote restait la majorité simple, frustrante si l'on veut, simple en tout cas. Simple, mais en n'oubliant pas que le système américain est fédéral et que la majorité pour décider dans un État n'est pas nécessairement celle d'un autre et que, pour choisir un Président, le vote décisif est fonction du nombre d'électeurs par État avec des poids en fonction des populations, ce qui soulève évidemment des questions statistiques et de pondération. On voit ainsi des Présidents américains élus grâce aux votes des représentants par États, même si le vote populaire leur était hostile. Tel n'est pas le cas pour Donald Trump cette foisci, élu directement et

indirectement par le peuple, mais cela ne signifie pas que les tensions internes sont atténuées, au contraire. La majorité absolue suppose en effet une acceptation tacite qui va de moins en moins de soi.

Ainsi, on ne trouve pas non plus ce mot "démocratie" au cours de la Révolution française. Que veut donc "le peuple", ensemble mal défini et hétérogène qui ne saurait décider, pour autant qu'il le puisse et surtout le veuille, autrement dit qu'il hiérarchise les besoins à satisfaire et les ressources à leur affecter, pour obtenir un assentiment majoritaire? La France a également longtemps eu des difficultés avec la démocratie : Robespierre était royaliste jusqu'au "départ" du roi à Varennes!

La démocratie est toujours l'affaire de ce choix majoritaire : c'est sa solution, et son problème.

Aujourd'hui, on voit bien à quel point ces démocraties nées aprèsguerre sont toutes en difficulté, avec en plus l'inquiétude des pays voisins sur leurs propres économies, ce qui se manifeste surtout par des problèmes migratoires et, dans ces pays eux-

mêmes, par les montées des oppositions, insatisfactions et revendications, qui mettent en jeu leur cohérence sociale. En face de ces démocraties se développent des dictatures qui ont pour objectif majeur de les affaiblir, mieux encore de les détruire, pour montrer leur supériorité. Elles n'ont évidemment pas de problèmes électoraux et maquillent aujourd'hui le pouvoir de leur chef en stratégie de reconstitution des Empires. Il s'agit de se donner une durée, alias une légitimité. L'Empire russe est ainsi la raison d'être de Poutine, chinois celle de Xi, ottoman celle d'Erdogan, perse celle de Khamenei, et ainsi de suite...

Ici, le risque de nos démocraties européenne et américaine est de céder au modèle du pouvoir fort. C'est ne pas comprendre que la force de la démocratie vient de sa façon de résister aux chocs, même si elle s'y use, alors que le pouvoir dictatorial résiste... avant de casser d'un coup, puisque ses appuis ne cessent de s'effilocher et que le dictateur prend de l'âge. En 2025, pour la France et pour l'Europe, il s'agit ainsi de savoir qu'elles deviennent les ennemies, qu'elles le veuillent ou non, des dictatures et empires qui cherchent à légitimer leur existence en les attaquant de toutes parts. Il faut toujours des boucs émissaires : c'est notre tour, autant le savoir pour l'empêcher, en nous unissant. Et se renforcer.



2025 : compétence ou élection pour nous diriger ?

Comment donc nous diriger?
Autrement dit: comment nous
faire diriger au mieux? La
démocratie est une solution qui
fête ses centenaires, mais qui a
bien changé. Le système
démocratique français a toujours
mis en avant le vote, en changeant
ses modalités (qui sont les
électeurs), mais en veillant
continûment à maîtriser
l'administration, autrement dit le

personnel compétent. La
démocratie française a
constamment mis en avant l'élu,
suivi du compétent, qui obéit. Bien
sûr, ceci fonctionne avec des
corps de compétences
spécifiques, séparés par thèmes,
finance ou Quai d'Orsay, Mines ou
Eaux et Forêts. Caricatural, mais
qui explique bien des choix
retenus dans la Haute
Administration. Ceci a duré

jusqu'à la 3^{ème} République, la création de l'ENA le 9 octobre 1945, manifestant pour la 1ère fois l'instauration d'un Corps Unique "compétent" pour tous les domaines. Ceci à l'époque n'a pas posé de problèmes aux élus, tout simplement parce qu'il fallait alors reconstruire un État expurgé du pétainisme. Avec le temps, ce qui devait arriver est arrivé, à savoir que le corps des "compétents" n'a cessé de s'étoffer, de créer des réseaux de plus en plus puissants, et s'est finalement imposé par rapport aux élus. Emmanuel Macron marque le moment même où un (le?) chef des compétents

devient le chef des élus. C'est peut-être pour cela que l'on a les problèmes actuels, où ce que l'on appelle le Parlement, révolté, s'oppose aux compétents. Le pays devient alors ingérable car les élus se sont fractionnés, les compétents ne sachant plus qui conseiller, ce qui aurait évité les errements actuels. La crise existante du Parlement vient du fait que la compétence ne s'impose plus aux élus, tant les choix à faire deviennent politiquement de plus en plus difficiles à faire... pour être élus et réélus.



Les retraites, une horreur technique, politique, les deux?

La question des retraites est la plus compliquée de toutes, dans la mesure où elle met en opposition le peuple d'aujourd'hui, qui verse une partie de son salaire en pensant que ceci continuera, au peuple de demain et d'après-demain, qui sait très bien que cela ne suffira pas, car il sera moins nombreux. La démocratie est donc en difficulté majeure avec cette retraite par

répartition, puisqu'elle suppose que le peuple d'aujourd'hui finance celui d'aujourd'hui avec l'hypothèse héroïque qu'il continuera, sachant que le peuple de demain sera moins important, plus vieux et plus coûteux. La retraite met en question deux démocraties, celle du peuple d'aujourd'hui et celle du peuple d'après-demain. C'est la même logique qui apparaît dès lors que

l'on discute des économies à faire pour réduire le déficit budgétaire, puisque le peuple d'aujourd'hui s'inquiète de son emploi et pas de la dette, qui sera à régler par le peuple de demain et d'aprèsdemain.

Pour en sortir, on verra si la raison l'emporte, si la mathématique suffit, ou si la crise extérieure ne nous laisse pas le choix. Nous oublions en effet, en permanence, que près de 55% de la dette publique française est en mains étrangères et que 50% des valeurs boursières aussi. Or rien n'oblige les détenteurs d'actions ou d'obligations à conserver ces positions, s'ils craignent pour leur argent ou si les garanties que nous offrons sont insuffisantes par rapport aux risques qu'ils prennent. Alors ils vendront leurs obligations publiques et les taux longs monteront, ce qui affaiblira mécaniquement la croissance, la bourse, donc l'emploi. Par voie de

conséquence, il est aujourd'hui très difficile de dire que nous devons payer le prix des dettes passées qui nous forcent et nous forceront, des années, à des attitudes plus sobres, plus frugales, en réalité plus responsables. Au fond, on ne le dit jamais, le peuple d'aujourd'hui n'est pas myope, mais égoïste. C'est peut-être de l'extérieur que viendra le choc, guerre ou crise financière, qui poussera à des solutions qui seront violentes, passant par des baisses des retraites, de l'emploi public, de l'emploi privé et donc des salaires et pensions. Le passé montre bien, comme dans les cas grec, espagnol ou portugais, que l'on sort de ces crises, mais sur une décennie, avec des stigmates. On oublie toujours que le pire, à savoir la dépression et la guerre sociale, n'a été évité que grâce à l'appui de l'Europe, avec ses crédits et ses aides monétaires. Même sauvé, le peuple est rancunier.



Comment en France dire la vérité?

Nous jouons au jeu des 1er
Ministres qui cache, mais de
moins en moins bien,
l'importance de la menace. Des
experts se déchirent chacun en
fonction de ses élus, des
compétents très partisans, sans
que rien de grave ne semble
apparaître, autrement qu'un choix
démocratique où les riches
doivent payer, sans s'appesantir
sur les conséquences. Changer de
1er Ministre, demander de
nouvelles élections, attendre un

nouveau Président, c'est toujours vouloir "changer de peuple", faute de dire ce qui se passe et ce qui est en jeu, de façon plus courageuse. La démocratie est en crise quand les compétences s'opposent derrière des élus qui ne se soucient que d'eux-mêmes.

Faut-il souhaiter une crise sociale ou financière en France ? C'est presque à cette extrémité que certains nous présentent. Quand nous regardons nos voisins

allemands qui ne sont pas nécessairement mieux lotis maintenant qu'ils savent que leur énergie sera plus chère, leurs voitures plus difficiles à vendre et le parapluie américain qui les protégeait, replié, et dont les votes nous inquiètent, à la fois plus à droite et plus pro-russes. C'est la même logique qui s'applique partout en Europe avec ce qui se passe en Ukraine/Russie et aux Etats-Unis: les résultats électoraux le montrent partout, nous "surprenant", sans assez nous inquiéter. Pourtant la

reconstruction des Empire russe, ottoman, perse et chinois est partout évidente, contre les démocraties nées de la 1^{ère} guerre et développées à la seconde. Pourtant nous sommes dans leur ligne de mire. Pourtant nos performances s'érodent. Pourtant nous avons les moyens d'avancer, d'innover, de peser, de gagner : il faut que le peuple européen soit "un", uni, pour décider. Nous voilà prévenus : il n'est pas trop tard, loin s'en faut. Réveillons-nous : c'est la démocratie qui nous, sauvera, la vraie, celle du courage.